

La CAQ s'estime meilleure avec Ottawa

« L'avantage qu'on a, en ayant des souverainistes et des fédéralistes [...], c'est qu'on a n'a pas "d'agenda caché" », croit Legault

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a soutenu, hier, que son parti était mieux placé que le Parti libéral du Québec ou le Parti québécois pour négocier avec Ottawa parce qu'il a évacué la question nationale.

« L'avantage qu'on a, en ayant des souverainistes et des fédéralistes et en mettant de côté cette question-là, c'est qu'on n'a pas "d'agenda caché" », a déclaré François Legault avant de participer à la toute première réunion de son caucus de neuf députés.

« M. Charest, quand il négocie des transferts avec Ottawa, il faut qu'il fasse attention parce que, si ça finit mal, ça pourrait nuire à son option fédéraliste et quand le Parti québécois négocie avec Ottawa, il doit faire attention que ça ne finisse pas trop bien parce que ça pourrait nuire à son option. Nous, étant donné que ce n'est pas un sujet fondamental, la seule chose qui compte, c'est l'intérêt des Québécois », a avancé le chef caquiste.

Le président de la commission politique du parti, Patrick Ferland, un avocat du cabinet Heenan Blaikie formé à la London School of Economics,

est en train de rédiger le programme du parti qui comprendra, outre les 20 actions du plan de la CAQ dévoilé en décembre, une position sur les relations du Québec avec le gouvernement fédéral, y compris des demandes à l'endroit d'Ottawa. Il n'est pas question que ces revendications soient de nature constitutionnelle.

Ce programme, qui sera dévoilé d'ici quelques semaines, a indiqué François Legault, comblera deux autres oublis du plan d'action, soit le sort des régions et l'environnement.

Dans le cabinet fantôme que François Legault a dévoilé hier, François Rebello devient porte-parole en matière de développement économique (y compris la Caisse de dépôt et placement du Québec), mais aussi en ce qui concerne l'environnement et le développement durable.

Pour François Legault, confier le développement économique et l'environnement à une seule et même personne est un « signal » que le CAQ veut envoyer. « Ce qu'il faut au Québec, c'est d'avoir un développement durable. Donc, il faut arrêter de mettre en opposition le développement économique et l'environnement », juge le chef caquiste.

Dans ce cabinet fantôme, le chef de l'aile parlementaire, Gérard Deltell, est chargé des ressources naturelles et du Plan Nord. La leader parlementaire, Sylvie Roy, reprend les mêmes responsabilités qu'à l'Action démocratique du Québec, soit la justice, la sécurité publique et les transports. François Bonnardel reprend les finances et s'occupe de la santé. Janvier Grondin revient à l'agriculture et traitera des aînés.

L'ex-péquiste Benoît Charette assume la présidence du caucus en plus d'être le porte-parole en matière de culture, d'immigration, d'affaires autochtones et de relations internationales. Un autre ex-péquiste, Daniel Rathé, cumule la famille, les affaires municipales, les régions et la métropole, le travail, ainsi que l'emploi et la solidarité sociale. Marc Picard veille au Conseil du trésor.

C'est à Eric Caire, qui s'est déjà déclaré fédéraliste, qu'échoit la responsabilité des affaires intergouvernementales canadiennes. L'ancien député



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

François Legault souhaite accueillir des députés libéraux au cours des prochaines semaines.

adéquate puis indépendant devient aussi critique en matière d'éducation. On se souviendra que le bagage scolaire d'Eric Caire avait fait les manchettes lors de la course à la direction de l'ADQ en 2009: son rival, Gilles Taillon, l'avait traité de «tricheur», l'accusant d'avoir falsifié son curriculum vitae qui aurait laissé croire qu'il avait un baccalauréat en communications de l'Université Laval alors qu'il n'avait suivi que quelques cours. Eric Caire détient un diplôme d'études secondaires, il n'a pas terminé ses études de cégep et il a acquis, plus tard, une formation en informatique au collège privé Multi-Hexa.

La reconnaissance n'est pas assurée

Les neuf députés de la CAQ veulent obtenir, comme l'ADQ, la reconnaissance qu'ils forment

le deuxième groupe d'opposition. François Legault a dit souhaiter que la CAQ obtienne un droit de parole, lors de la période de questions à l'Assemblée nationale, équivalant à celui qui avait été accordé à l'ADQ en 2009. Les six députés adéquistes pouvaient poser sept questions par sept séances. En ajoutant trois autres députés caquistes, on réclame un total de neuf questions par sept séances. Avec cette reconnaissance viennent des budgets versés par l'Assemblée nationale, soit plus de 400 000 \$ pour la recherche et les fonctions parlementaires ou 715 000 \$ si on tient compte des sommes versées pour les frais de fonctionnement des bureaux de circonscription du chef et de la leader parlementaire.

«Ça fait plusieurs mois que et M. Charest et Mme Marois me demandent de mettre de côté l'organisation sans but lucratif et de créer un parti. Bien ce serait "le boutte du boutte" que Mme Marois et M. Charest ne nous reconnaissent pas comme parti», a fait valoir François Legault.

La décision sur la reconnaissance du parti revient au président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon. Rien n'est acquis puisque le statut accordé à l'ADQ l'avait été à la suite d'un consensus entre les libéraux et les péquistes, consensus qui ne tient plus. Quant aux budgets de fonctionnement, c'est au Bureau de l'Assemblée nationale, au sein duquel les libéraux sont majoritaires, de trancher.

Entre-temps, c'est à la vitesse grand V que la CAQ monte son organisation en vue d'une élection au printemps. Mentionnons que Nathalie Verge, l'ancienne chef de cabinet de M. Legault quand il était ministre péquiste, occupe les fonctions de directrice des communications du parti. La directrice des opérations, Brigitte Legault, l'ancienne organisatrice en chef pour le Québec du Parti libéral du Canada, a révélé que la CAQ avait amassé plus de 400 000 \$ depuis le 31 décembre. D'ici quelques semaines, François Legault présentera plusieurs de ses candidats. Des échanges ont lieu avec des libéraux de Jean Charest, a-t-il signalé. «On souhaite effectivement avoir des députés libéraux au cours des prochaines semaines.»

Le Devoir